



**PRÉFET
DE LA HAUTE-MARNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Grand Est**

Unité Départementale Aube – Haute-Marne

CHAUMONT, le 23 octobre 2024

Nos réf. : SHM/FM/MT n° 24-421

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 02 octobre 2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

FRANZ KAMINSKI FRANCE SARL

Rue Gérard Schmitt - 52300 JOINVILLE

Code AIOT : 0005701249

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection inopinée réalisée le 02 octobre 2024 dans l'établissement FRANZ KAMINSKI France SARL implanté rue Gérard Schmitt 52300 JOINVILLE. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection a été effectuée suite à une campagne exploratoire sur les polluants dits émergents présents dans l'eau potable réalisée par l'ANSES entre 2020 et 2022 et qui a permis de constater la présence de 1.4 dioxane dans un captage d'eau potable de la commune de VECQUEVILLE. Afin de tenter de localiser la source de cette pollution, les ICPE présentes à proximité du captage, dont la société FRANZ KAMINSKI France, font l'objet d'une visite d'inspection.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- FRANZ KAMINSKI France SARL
- Rue Gérard Schmitt 52300 JOINVILLE
- Code AIOT : 0005701249
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site, anciennement SWFT, a été repris par la société FRANZ KAMINSKI France en 2016, pour une activité de dégazage, nettoyage et réparation de wagons citernes et autres wagons.

Suite à la perte de contrat avec le principal client du site, la société FRANZ KAMINSKI France a été placée en liquidation judiciaire sèche par jugement du 6 mars 2023. Le site est par conséquent en arrêt d'activité depuis cette date.

L'inspection n'a pas eu connaissance de repreneur potentiel de l'activité.

L'étude Berthelot et associés est en charge de cette liquidation judiciaire.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Rejet Effluents	Code de l'environnement, article L. 512-20	Prescriptions complémentaires	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite était inopinée et le site étant en cessation, l'inspection des installations classées n'a rencontré aucun représentant de l'exploitant sur site. Une étude sur l'utilisation de produits pouvant contenir du 1.4 dioxane, lorsque le site était en activité, doit être réalisée par l'exploitant par une analyse des fiches de données de sécurité (FDS) des produits présents sur site entre 2020 et 2022. De plus une recherche de cette molécule doit être menée lors d'une campagne d'analyse réalisée sur les piézomètres qui sont implantés sur site.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Rejet Effluents

Référence réglementaire : Code de l'environnement, article L. 512-20
Thème(s) : Risques chroniques, Rejet 1.4 Dioxane
Prescription contrôlée : Conformément à l'article L. 512-20 du code de l'environnement qui dispose : « En vue de protéger les intérêts visés à l'article L. 511-1, le préfet peut prescrire la réalisation des évaluations et la mise en œuvre des remèdes que rendent nécessaires soit les conséquences d'un accident ou incident survenu dans l'installation, soit les conséquences entraînées par l'inobservation des conditions imposées en application du présent titre, soit tout autre danger ou inconvénient portant ou menaçant de porter atteinte aux intérêts précités. Ces mesures sont prescrites par des arrêtés pris, sauf cas d'urgence, après avis de la commission départementale consultative compétente. » et suite à la campagne exploratoire menée par l'ANSES entre 2020 et 2022, l'exploitant doit rechercher si une pollution au 1.4 Dioxane est possible dans ces rejets.
Constats : Lors de la visite d'inspection inopinée effectuée dans le cadre de l'inspection des différentes ICPE situées à proximité du captage de la commune de VECQUEVILLE dans lequel la campagne exploratoire menée par l'ANSES entre 2020 et 2022 a fait apparaître du 1.4 dioxane, l'inspection des installations classées n'a pas pu accéder au site (visite inopinée, site en cessation, aucun personnel présent sur site et site fermé).
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Prescriptions complémentaires
Proposition de délais : 6 mois